ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 12 MARS 1978

1ème CIRCONSCRIPTION DU DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAONE

FRONT AUTOGESTIONNAIRE

QUE NOUS ONT APPORTÉ LES HOMMES AU POUVOIR DEPUIS VINGT ANS ?

— Le chômage qui frappe principalement les jeunes et les femmes,

— La baisse du pouvoir d'achat pour tous les travailleurs (ouvriers, employés, paysans).

— L'exode rural et la concentration capitaliste : concentration financière et entassement dans les villes,

— La remise en cause de nos libertés (libertés syndicales, droit d'asile politique...) ;

— Le maintien des divisions (entre ceux qui décident et ceux qui exécutent, entre hommes et femmes, entre jeunes et vieux, entre Français et Immigrés).

QUE NOUS PROPOSENT LES DIFFÉRENTS CANDIDATS QUI SOUTIENNENT LE GOUVERNEMENT ACTUEL ?

Comme BARRE, ils veulent maintenir les profits en nous faisant subir l'austérité : exploitation accrue des travailleurs, chômage, inflation, gaspillage économique. La Société continuera d'être basée sur la destruction de l'environnement, le pillage du tiers monde, la fuite en avant vers le tout nucléaire, la militarisation de la Société, les atteintes à nos libertés...

C'EST POURQUOI NOTRE PREMIER OBJECTIF EST DE BATTRE LA DROITE

Pour sortir de la crise actuelle, il faut accorder aux travailleurs les mesures sociales immédiates que l'ensemble des forces populaires jugent indispensables. Mais il ne suffirait pas de relancer la machine économique, il faudra aussi remettre en cause l'organisation capitaliste de l'économie et de la Société :

— SOCIALISER les MOYENS de PRODUCTION et D'ÉCHANGE

— ROMPRE avec les RAPPORTS D'OPPRESSION, COMBATTRE les INÉGALITÉS

— ÉTENDRE les LIBERTÉS

Cette transformation de la Société exige la mobilisation des travailleurs pour prolonger, dans les entreprises et dans les communes, la victoire électorale de la Gauche. La participation active des travailleurs est indispensable à la mise en place d'une nouvelle Société :

LE SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE.

DANS LES CAMPAGNES, PAYSANS ET RURAUX VEULENT :

— TRAVAILLER POUR VIVRE ET NON VIVRE POUR TRAVAILLER

La politique du pouvoir actuel oblige les paysans, comme seule garantie de revenu, à produire de plus en plus, et comme seule sécurité d'emploi à acquérir le foncier. Pour assurer un salaire décent avec un travail décent, il faut des prix garantis pour des quantités déterminées (quantum).

— DU TRAVAIL POUR TOUS. NON A LA DÉSERTIFICATION

Le contrôle et la répartition du foncier, le contrôle et l'attribution du financement du capital d'exploitation doivent se faire par les paysans pour limiter les grosses exploitations et installer les jeunes. Non à l'exode des paysans et des artisans pour assurer une vie sociale rurale.

— CONTROLER LE DÉVELOPPEMENT RURAL

La politique agricole est le fait des technocrates et des techniciens qui exercent le vrai pouvoir à travers des élus pots de fleurs. Le contrôle doit se faire par les petits et moyens paysans et les travailleurs des zones rurales.

CROISSANCE ET ÉCOLOGIE

Avec le gaspillage actuel, il est impossible d'assurer à toute la population du globe le même niveau de vie.

Le mode de production actuel, basé sur le profit, engendre le gaspillage d'énergie, des matières premières et aussi des forces des travailleurs.

Ce gaspillage n'est possible que par l'exploitation du Tiers-Monde, les matières premières ne leur étant pas payées au juste prix.

IL FAUT RÉDUIRE LE GASPILLAGE SANS RÉDUIRE LA QUALITÉ DE LA VIE.

— avec une répartition plus équitable des revenus, pour que tout le monde puisse bénéficier de l'essentiel.

— en fabriquant des objets solides, réparables et correspondant aux besoins réels des travailleurs.

— en recyclant les matières premières et en recherchant les méthodes de fabrication consommant le moins d'énergie.

— en révisant la politique absurde des transports.

Un réaménagement du temps permettra de mieux vivre : réduction de la durée de travail et augmentation du temps de loisirs.

LE PROGRAMME NUCLÉAIRE ENGAGE L'AVENIR :

Il est porteur de risques considérables, pouvant rendre inhabitables une région entière. (Les produits radioactifs devront être surveillés pendant des siècles). Sa rentabilité économique est de plus en plus contestée. Il engendre une société centralisée et policière. Il permet la dissémination de l'arme nucléaire.

Le programme nucléaire doit donc être stoppé le plus rapidement possible. La recherche sur les énergies renouvelables devra être prioritaire. Nous ne refusons pas tout progrès technique, mais seulement celui qui entraîne une dégradation des conditions de vie.

L'élimination du gaspillage ne sera possible que dans un système socialiste où une économie planifiée, au service des travailleurs, évitera une production anarchique.

DANS LES ENTREPRISES : DANS LES PLUS PETITES COMME DANS LES PLUS GRANDES, LES TRAVAILLEURS VEULENT :

— PRENDRE LE TEMPS DE VIVRE SUR LE TEMPS DE TRAVAIL : La réduction massive du temps de travail et l'abaissement de l'âge de la retraite donneront du temps libre aux travailleurs, donneront du travail aux chômeuses et aux chômeurs ; diminueront le profit des patrons.

— VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS : Il faut garantir le droit à un emploi pour tous :
- — en refusant les démantellements d'entreprises voulus par le patronat,
- — en refusant l'exode des populations ;
- — en imposant la diversification des industries,
- — en contrôlant l'attribution des terres agricoles.

— CHANGER LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET RÉDUIRE LES INÉGALITÉS : Les modes de production actuels épuisent et divisent les travailleurs. Il faut interdire le travail au rendement, intégrer les primes dans le salaire, réduire le travail posté. Seule, la loi du profit impose le blocage des salaires et l'austérité. Il faut un salaire minimum qui permette de vivre et non de survivre, il faut réduire l'éventail des salaires et des revenus.

— CONTROLER L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS DE L'ENTREPRISE : Il faut reconnaître aux travailleurs le droit de contrôler :
- — les conditions de travail : droit d'arrêter les machines dangereuses,
- — l'organisation du travail : répartition des tâches les plus pénibles,
- — la formation continue en fonction des besoin des travailleurs,
- — la production : refus des produits toxiques, dangereux ou inutiles,
- — les investissements : ouverture des livres de comptes...

Pour cela, il faudra étendre les droits syndicaux, car l'action des travailleurs sera nécessaire pour faire respecter les droits et les avantages acquis.

LIBERTÉ

La Société libérale de GISCARD étouffe en fait l'individu, restreint notre capacité de jugement et de critique, porte atteinte à nos droits d'organisation et de lutte, diminue nos moyens de peser réellement sur les décisions qui nous concernent.

A LIP, à MALVILLE, à EPINAL, la police a matraqué et la Justice a condamné les travailleurs en lutte. Ailleurs, l'armée a servi de briseuse de grève. Armée, police, justice sont des armes aux mains du pouvoir pour nous faire payer la crise.
Partout le Gouvernement profite du climat de violence actuel pour renforcer la surveillance de tous les citoyens et la mise en fiche sur ordinateur de chacun depuis la naissance.

Il faut : — appliquer réellement les droits politiques ou syndicaux et les étendre, notamment pour les travailleurs immigrés, — obtenir pour les soldats les droits démocratiques qui leur sont refusés, — une justice qui protège les faibles au lieu de défendre les riches, — respecter les droits des minorités.

La démocratie ne doit pas se résumer à une élection tous les 2 ans. Nous devons pouvoir donner notre avis sur toutes les décisions qui engagent notre travail et notre vie quotidienne et contrôler l'application de ces décisions : (aménagement de nos communes, consommation, presse et information, loisirs...).

LA LUTTE DES FEMMES

Elle exige le renversement de tous les rapports sociaux d'oppression : propriété privée, division du travail, hiérarchie, mais aussi des rapports homme - femme, qui donnent à la femme un statut de mineure dans la société.

A TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL
Au travail, la femme est surexploitée (professions dites féminines, tâches d'exécution, sous-paiement). A la maison, elle fait une seconde journée (enfants, travaux ménagers). Exigeons la reconnaissance effective des qualifications, le droit à la formation initiale et permanente non spécifique au sexe.

NON A L'EXCLUSION DE LA VIE SOCIALE
La femme assume la fonction traditionnelle de la famille (consommation, éducation à la hiérarchie, apprentissage de la propriété des biens privés...) en jouant un double rôle : épouse - mère ménagère et objet sexuel.
Luttons pour :
- — le partage à parts égales des tâches familiales entre homme et femme,
- — une éducation collective des enfants vers un apprentissage réel de l'autonomie,
- — des équipements collectifs pour des travaux ménagers partagés égalitairement (restaurants, laveries garderies...),
- — des centres d'information juridique et des centres d'accueil pour les femmes en difficulté.

DISPOSONS LIBREMENT DE NOTRE CORPS
La loi Veil (maternité et avortement) n'est pas appliquée dans les hôpitaux (Vesoul, Gray).
Exigeons :
- — le droit à l'information sur la contraception et la sexualité, à l'avortement libre et gratuit (donc des centres d'orthogénie contrôlés par les usagers),
- — une maternité choisie et protégée,
- — l'interdiction des publicités et des informations montrant une femme-objet favorisant le viol et l'agression.

La lutte des femmes renforce le combat pour une société socialiste autogestionnaire à partir de l'expérience de leur propre oppression.

Ces propositions vous sont présentées par des militants autogestionnaires de Hte-Saône. Venus d'horizons différents, nous luttons sur nos lieux de travail et dans notre vie quotidienne pour que les travailleurs prennent en main leur destin. Les luttes paysannes et ouvrières, des écologistes et des femmes resteront nécessaires pour que la victoire électorale de la gauche nous fasse avancer vers le Socialisme autogestionnaire.

Il faut battre la droite et regrouper la gauche autogestionnaire. C'est ce que vous direz en votant pour nos porte-paroles.

VOTEZ FRONT AUTOGESTIONNAIRE

VU LE CANDIDAT :
GOGUEY Alain - Instituteur.
Suppléante :
GUILBERT CHAMPONNOIS Christine - Psychologue.

imp. bremard - saint-sauveur